

Conjoncture internationale 2010

L'année 2010 confirme la reprise économique timidement entamée en 2009. Mais cette reprise s'effectue à deux vitesses, avec d'un côté les pays développés dont la croissance demeure faible, et de l'autre les pays en développement dont la croissance est d'autant plus forte qu'ils sont pour la plupart producteurs de matières premières. Et dans un contexte où les produits de base se font plus rares, leurs prix flambent et enrichissent les producteurs tandis que les autres importent...

2010 : redistribution des cartes de l'économie mondiale

En 2010 l'économie mondiale se redresse, mais la répartition de la croissance a changé. Tandis que les pays développés affichent péniblement une croissance de 3 % (pays de l'OCDE), les pays émergents ont connu une activité en progression globale de 7,1 %.

Le bilan de l'année 2010 est très positif pour les pays émergents. La croissance des trente principales économies émergentes est restée très forte jusqu'au troisième trimestre 2010 même si elle a ralenti en cours d'année passant de 9 % l'an au premier trimestre à 5 % l'an au troisième trimestre. Cela dit, en Inde et en Chine, elle a légèrement ré-accélééré au cours de l'été. Les moteurs de cette croissance ont été la hausse des prix des matières premières, les prix du pétrole, mais aussi le rebond du commerce mondial (+12 % en 2010 après -11 % en 2009 selon le FMI). En 2011 ces pays s'exposent à des risques de surchauffe et de bulles d'actifs. En outre, des conflits sociaux grandissent, du fait de l'essor des classes moyennes et des inégalités qui se creusent.

Dans les pays développés, l'année 2010 est celle de la dette ; pour prendre le relais du secteur privé, les pays du G20 ont décidé de « laisser filer » les déficits publics et d'adopter des plans de relance, enrayant la chute de l'activité qui s'est ensuite redressée. Mais certains pays de la zone euro ont été obligés d'entrer dans une phase de rigueur budgétaire et de faire appel à des prêts européens et du FMI (notamment la Grèce). Les taux des emprunts d'État demeurant élevés, les pays les plus fragiles risquent de s'enfoncer dans une spirale dépressive et déflationniste, de baisse de demande, de l'offre et de l'emploi.

L'année 2010 aura aussi été celle de la guerre des monnaies. Les États-Unis affichent une politique du dollar faible pendant que la Chine traîne des pieds pour remettre un peu de flexibilité dans les règles de fluctuation du yuan ; chacun veut conserver une devise faible, et donc augmenter ses exportations et ainsi l'emploi. Parallèlement, la zone euro, prudente quant à l'inflation, essaie de conserver un euro relativement fort, et paie les pots cassés. De nombreuses économies émergentes freinent volontairement la hausse de leur monnaie. Les taux de change ne reflètent plus le nouveau rapport de force issu de la crise ; désormais deuxième économie mondiale, la Chine devrait afficher une des monnaies les plus fortes au monde.

Enfin, les réformes bancaires nécessaires à l'assainissement du secteur financier en Europe et aux États-Unis suite à la crise des subprimes peinent à s'imposer ; cette crise qui aurait dû servir de leçon, rappelant à tous que le système bancaire doit être régulé, débouche finalement sur de timides réformes, les États membres du G20 ayant du mal à contrer les lobbies bancaires.

En 2011, le monde s'approche d'une situation d'excès d'endettement dont l'issue dépendra de l'arbitrage entre politique monétaire et budgétaire.



N° 1/2011

Directeur de la publication :
Hervé BACHERE

Auteur de la publication :
Claire TALVARD

Réalisation : ISPF

Dépôt légal : Avril 2011
ISSN 1247 - 7370
©ISPF 2011

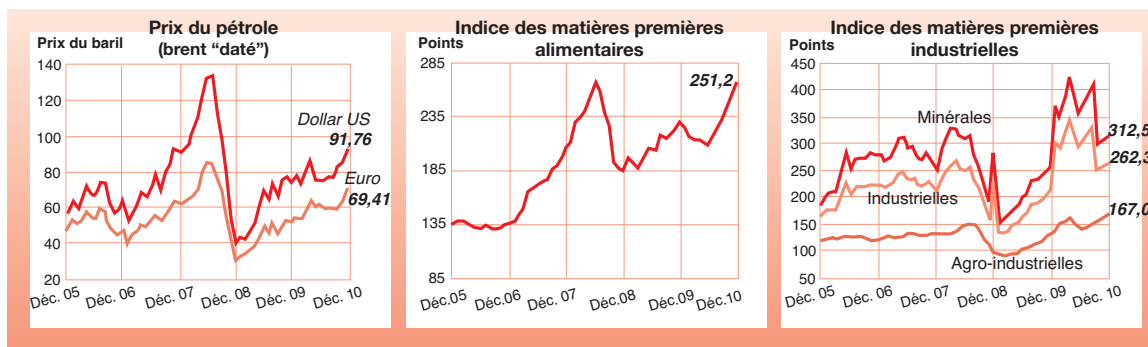
B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti
Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52
Courriel : ispf@ispf.pf
Site internet : www.ispf.pf



INSTITUT
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE
FRANÇAISE

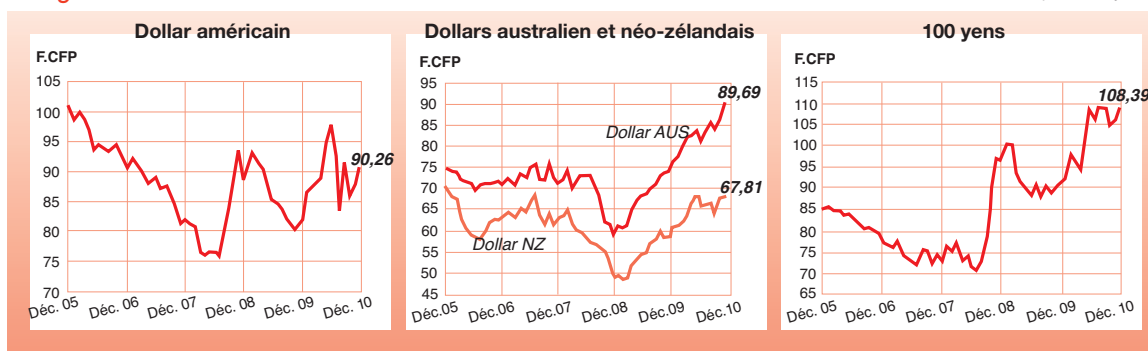
Industrie

Source : INSEE



Change

Source : Banque de Polynésie



Indices boursiers

Source : yahoo finance



Principaux indicateurs économiques - données brutes - année 2010

	PIB (estimations du FMI) <i>Taux de croissance annuelle</i>	Indice des prix à la consommation <i>Taux moyen</i>	Taux de chômage <i>en fin de trimestre</i>	Taux directeur <i>Banques centrales</i>	Variation sur un an
États-Unis	2,8 %	1,6 %	9,4 %	0,25 %	0,00
Zone Euro	1,8 %	1,6 %	10,0 %	1,00 %	0,00
France métropolitaine ¹	1,6 %	1,5 %	9,7 %	1,00 %	0,00
Japon	4,3 %	-0,7 %	4,9 %	0,00 %	-0,10
Australie	2,9 %	2,8 %	5,0 %	4,75 %	+1,00
Nouvelle-Zélande	1,5 %	2,3 %	6,8 %	3,00 %	-0,50
Chine	10,3 %	3,3 %	4,1 % ²	5,81 %	+0,51

¹ : Les Départements d'Outre-Mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix.

² : Taux de chômage urbain (seul taux officiel).

Sources : instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, OCDE, FMI.

La croissance américaine se renforce

Sortis de la récession depuis mi-2009, les États-Unis ont connu une croissance de 2,8 % en 2010, grâce, entre autres, au rétablissement des marchés financiers, au sauvetage de l'industrie automobile, mais aussi à la légère reprise de la consommation et de l'investissement, dans un contexte d'inflation maîtrisée. Les plans de relance du gouvernement ont aussi contribué à éviter une grande dépression, ainsi que plusieurs millions de nouveaux chômeurs.

Toutefois, malgré le redémarrage du secteur financier et des taux d'intérêts proches de zéro, les banques limitent toujours la capacité d'emprunt des agents, ce qui a des conséquences sur la consommation, en particulier sur l'immobilier. Les ventes de biens immobiliers ne redémarrent pas, et la morosité du logement privé plombe le secteur de la construction dont les dépenses mensuelles se contractent.

La rationalisation de la production effectuée pendant la crise a permis d'énormes gains de productivité, mais pourrait peser sur l'évolution du marché du l'emploi ; les entreprises sont encore prudentes dans les recrutements, même si elles ont retrouvé des marchés, et la structure du chômage évolue (les chômeurs de longue durée sont plus nombreux). Les créations de postes du secteur privé ont été largement insuffisantes par rapport aux besoins du marché compte tenu de la simple croissance démographique. Parallèlement, le travail précaire s'est fortement développé (26 % des embauches dans le privé en 2010), de nombreux chômeurs ont cessé leurs recherches (et sont donc sortis des comptes). Fin 2010, plus de 15 millions d'américains étaient au chômage (9,4 % de la population active), et presque autant de personnes « sous-employées » (précaires).

Tandis que les pays européens commencent leurs restrictions budgétaires afin de diminuer la dette, les États-Unis préfèrent attendre que la situation sociale (entre autres le chômage) soit moins tendue avant d'entamer une période d'austérité. La banque centrale (Fed) a mis le financement de l'État et de l'économie sous perfusion en procédant à plusieurs assouplissements quantitatifs, consistant à créer de la monnaie pour racheter des titres de dette. Le statut du dollar, monnaie de réserve internationale, laisse plus de marge de manœuvre à l'État américain pour se financer, mais laisse cependant courir le risque d'une crise de confiance vis-à-vis du billet vert, une chute du dollar et une remontée importante des taux d'intérêt, autrement dit un krach obligataire, qui toucherait le monde entier.

L'état des finances publiques américaines demeure fortement dégradé : les États-Unis devront accomplir un effort budgétaire équivalent à 9 points de leur PIB pour rétablir leurs finances d'ici à 2015, contre 4 points pour la zone euro.

La zone euro en crise

Tandis que le reste du monde donne des signes de reprise, la zone euro a été mise à rude épreuve en 2010. En 2009, les États européens ont annoncé, chacun de leur côté, et sans tenir compte des critères européens de convergence, différentes mesures de soutien de leurs économies, laissant filer déficits et endettements publics. La crise de la zone Euro commence alors avec la crise grecque en début d'année. Associée au FMI, l'union européenne sauve la Grèce de la faillite, puis crée deux fonds européens anticipant un éventuel effet domino sur d'autres pays. À l'automne, c'est l'Irlande qui est sauvée, après avoir été emportée par la crise bancaire et la bulle immobilière. En fin d'année, des doutes planent encore sur l'avenir du Portugal et de l'Espagne. Ces plans de sauvetage ont le mérite d'affirmer la solidarité entre pays européens, et que le retrait forcé d'un pays membre n'est pas à l'ordre du jour. Cette crise montre aussi les limites de la gouvernance de la zone euro et provoque de nombreux débats et propositions de réforme.

Au terme de l'année, la croissance des pays de la zone euro atteint difficilement 1,9 %, avec un chômage qui augmente dans tous les pays. Une seule exception à la morosité de l'économie européenne, l'Allemagne, dont l'économie portée par une industrie exportatrice, bénéficie du redémarrage du commerce mondial, et affiche une croissance de 3,6 % en 2010, après une forte récession en 2009 (-4,7 %). La croissance de l'économie française, amorcée au deuxième trimestre 2009, a continué en 2010 pour atteindre 1,6 % sur l'ensemble de l'année. Mais cette croissance demeure insuffisante pour agir positivement sur le taux de chômage qui demeure proche des 10 %. En fin d'année, l'indicateur du climat des affaires de l'INSEE a retrouvé son niveau de la mi-2008, et les carnets de commandes globaux se sont nettement regarnis. Quant à la consommation des ménages, traditionnel moteur de la croissance française, elle a rebondi au second semestre, après un repli au premier semestre. La reprise économique s'amorce sans que la fin de la crise sociale ne se profile.

Le Japon renoue avec la croissance mais perd son rang de deuxième économie mondiale

Pour le Japon, l'année 2010 restera comme celle de son déclassement au troisième rang des économies mondiales, derrière la Chine. En 1950, le PIB du Japon représentait à peine 20 % du PIB américain. En 1968, l'Archipel ravissait la place de deuxième économie du monde à l'Allemagne. En 1991, le PIB nippon atteignait 80 % du PIB américain. Aujourd'hui, la Chine a pris la place de deuxième économie du monde. Mais avant d'être concurrentes, les deux superpuissances économiques asiatiques tirent profit l'une de l'autre. Et leur coopération est devenue un axe clé de la croissance mondiale. Le PIB japonais a pourtant progressé en 2010 (+4,3 %), grâce justement à cette bonne tenue des exportations vers la Chine, mais aussi grâce à d'importantes mesures de soutien de la consommation (achat de véhicules peu polluants, appareils de l'électronique grand public). L'avenir reste toutefois incertain, avec la fin annoncée de ces mesures et l'endettement du Pays qui explose, la persistance d'un niveau de chômage élevé pour le Japon (4,9 %), la baisse ininterrompue des prix depuis début 2009, ainsi que le risque de voir stagner les exportations avec la morosité de l'économie mondiale, déjà pénalisées par le niveau élevé du yen face au dollar. A une économie qui tourne au ralenti, il faut ajouter l'instabilité politique qui freine la mise en place de réformes nécessaires à la relance de l'économie.

La Chine devient la deuxième économie mondiale

Toujours en plein essor, la Chine a connu une croissance soutenue à +10,3 % en 2010, et devient la seconde puissance économique devant le Japon. L'économie chinoise diffuse progressivement son dynamisme aux pays exportateurs de produits de base, de biens d'équipement ou de consommation.

Moteur de la croissance, la production industrielle a augmenté de 15,7 % en 2010. En revanche, les investissements en capital fixe dans les zones urbaines, ont augmenté plus faiblement qu'en 2009, avec 24,5 % de hausse contre 30,5 % sur l'exercice précédent. Enfin les ventes de détail, principal indicateur de la consommation, ont fortement augmenté en 2010, à +18,4 %, contre une hausse de 15,5 % en 2009. L'économie chinoise est marquée par des investissements très élevés et une consommation encore relativement faible.

Cette croissance robuste de la Chine attire les capitaux mais entraîne des tensions inflationnistes qui ont ressurgi en fin d'année (pic à 5,1 % en novembre), en particulier sur les fruits et légumes frais (75 % de la hausse de l'indice des prix à la consommation). Et cette hausse fait naître quelques craintes chez les autorités dans la mesure où les couches les plus faibles de la population sont touchées et le risque d'instabilité sociale est accru. Autre aspect de l'économie chinoise qui ouvre les portes à un déséquilibre, l'inégalité entre la Chine rurale et citadine. L'une des priorités du douzième plan quinquennal est de combler le fossé qui existe entre la Chine des villes et celle des campagnes. Le vieillissement de la population constitue également une menace réelle à la croissance économique de la Chine. La viabilité budgétaire du pays est directement menacée par ce phénomène qui engendre de fortes augmentations de soins de santé et des charges de retraites ainsi qu'une raréfaction à terme de la main d'œuvre disponible. Autres faits notables de cette année, la hausse des salaires (21 % en moyenne) qui s'inscrit dans le cadre du réaménagement du mode de croissance chinoise et l'investissement en masse en Afrique ainsi qu'en Europe où l'on constate une recrudescence du rachat des dettes publiques comme en témoignent dernièrement les cas de la Grèce ou de l'Espagne.

Depuis le 21 juin, le yuan peut de nouveau s'apprécier ou se déprécier chaque jour de 0,5 % au maximum par rapport au cours pivot fixé quotidiennement par la banque centrale. Cette variation de plus ou moins 0,5 %, suspendue en 2008 au moment de la crise financière, a été réintroduite suite à des pressions américaines. Mais le cours pivot de la monnaie chinoise ne s'est apprécié que de 2,12 % depuis juin, tandis que des experts la jugent sous-évaluée dans une fourchette de 20 % à 40 %. La Chine a exclu toute réévaluation drastique de sa monnaie, estimant que cela se traduirait par une explosion du chômage et de l'instabilité sociale dans le pays. Dans ses perspectives semestrielles, le FMI a estimé que la Chine avait besoin d'un yuan plus fort pour rendre son économie moins dépendante des exportations et accroître la demande intérieure.

Le Pacifique Sud

Avec une croissance positive dans presque tous les secteurs, l'Australie a non seulement évité la récession, mais la croissance de 2010 atteint 2,7 %, avec un chômage qui demeure faible. Cette croissance s'appuie sur les industries des matières premières, minéraux en tête, dont l'Australie est largement pourvue. L'Australie est le premier exportateur au monde de charbon, second pour le sucre, troisième pour le coton et quatrième pour le blé. Elle dispose aussi d'importantes réserves en minerais de fer, gaz naturel ou uranium. Toutes ces ressources intéressent les pays d'Asie, et en particulier la Chine dont la demande n'a pas faibli.

En outre, le gouvernement a pu s'appuyer sur ses excédents budgétaires cumulés depuis le début du boom minier (2000) pour financer un généreux plan de relance fiscale. Le pays a aussi bénéficié d'un système bancaire relativement sain.

Un des revers de ce succès : la hausse du dollar australien a fait souffrir d'autres secteurs tels que le tourisme ou les exportations d'autres produits. Et une trop grande dépendance vis-à-vis des matières premières inquiète les économistes pour l'avenir du pays ; les inondations qui ont débuté en fin d'année dans le Queensland pourraient mettre à mal une grosse partie de la production de matière premières et de produits agricoles, et pénaliser l'économie en 2011.

La Nouvelle-Zélande était quant à elle entrée en récession en 2008, avant la crise mondiale. En 2010, ce pays a réussi à limiter l'impact de la crise grâce à un système bancaire sain, des exportations soutenues avec son principal partenaire, l'Australie, une demande mondiale accrue pour les produits laitiers dont le cours a grimpé, et enfin un secteur touristique dynamique. Le pays n'est plus en récession, mais la prudence reste de mise car la fin d'année 2010 a été plus morose (sécheresses, tremblement de terre...).

Janvier

- le 10 • **DOM – Statuts** : appelés à se prononcer sur une autonomie élargie, les électeurs guyanais, martiniquais et guadeloupéens ont refusé massivement un changement de leur statut. Ces DOM ne deviendront pas des COM.
- le 25 • **GRÈCE – Dette** : la Grèce a réussi sa première émission obligataire sur cinq ans, attirant cinq fois plus de demande que le montant proposé. L'opération a permis de lever 8 milliards d'euros, avec un rendement de 6,1 %. La Grèce a été désavouée en décembre par les marchés, et placée sous surveillance européenne, pour avoir laissé filer son déficit et sa dette. Le budget 2010 prévoit un déficit public de 8,7 % du PIB contre 12,7 % en 2009. Le gouvernement s'est engagé auprès de la Commission européenne à le réduire à 2,8 % en 2012.
- le 28 • **MONDE – Finances** : fin des swaps (échanges financiers entre deux institutions financières) en dollars via les banques centrales : plusieurs grandes banques centrales ont annoncé la fin du système de prêts d'urgence en dollars mis en place pendant la crise financière, en raison de l'amélioration des conditions de marché. Cette décision est une étape importante et marque le premier retrait unifié du soutien exceptionnel mis en place par les banques centrales pour les marchés financiers. Cela enlève des dollars en circulation et cela devrait être favorable au dollar, simplement en raison de l'équilibre entre l'offre et la demande.

Février

- le 28 • **CHINE – Crédit** : la surchauffe de l'économie chinoise inquiète toujours les marchés avec une inflation à 2,7 % en février, en hausse de 1,5 % par rapport au mois de janvier. Le gouvernement chinois surveille les indices et pour la troisième fois cette année a intimé aux banques de contenir les crédits. Avec succès : le montant des nouveaux crédits a baissé de 50 % par rapport à janvier. Les exportations chinoises se portent bien, en hausse de 46 % en février 2010 sur un an. De même, la production industrielle est en hausse de 20,7 % sur les deux premiers mois de 2010, tout comme les ventes de détail à +17,9 %. Pour mémoire, l'économie chinoise a crû de 8,7 % en 2009, et les prévisions pour le 1^{er} trimestre 2010 s'approchent des 13 % de croissance.
- le 28 • **FRANCE – Demande** : la consommation des ménages baisse de 1,2 % au mois de février. La fin progressive de la prime à la casse fait sentir ses effets, les achats de véhicules neufs reculant de 1,5 %. Les ménages n'ont pas le moral : en période de chômage, ils s'inquiètent et rechignent à dépenser. Ils ont beau avoir perçu une légère amélioration de la conjoncture, ils ne pensent pas qu'elle sera durable. Les ménages semblent plus tentés d'épargner que de se lancer dans des achats à crédit. Le Crédit à la consommation a chuté de 13 % en 2009, revenant à son niveau de 2001.
- le 28 • **JAPON – Échanges commerciaux** : les exportations du Japon ont augmenté de 45,3 % en un an en février. C'est le troisième mois consécutif de hausse des exportations nippones, signe qu'avec la reprise mondiale, les carnets de commandes se remplissent à nouveau. Les exportations ont notamment augmenté de 50,4 % vers les États-Unis et de 47,7 % vers la Chine, premier partenaire commercial de l'archipel, demandeuse de voitures et de produits de haute technologie japonais.

Mars

- le 22 • **ÉTATS-UNIS – Santé** : la Chambre des représentants a approuvé par 219 voix contre 212 le texte adopté le 24 décembre par le Sénat, sur la réforme santé. Elle doit permettre d'étendre la couverture-santé à 32 millions de personnes qui en sont actuellement dépourvues, tout en réduisant les coûts d'un système hyperinflationniste en termes de tarifs médicaux. Elle impose à tous les Américains de se doter d'une assurance médicale, mais prévoit des aides pour les foyers à revenu modeste et étend également Medicaid, le programme fédéral de couverture-santé pour les pauvres. Le plan interdit aux compagnies d'assurance de refuser de prendre en charge un client qui ne répondrait pas à des critères médicaux préétablis. Il prévoit de combattre les hausses de tarifs « déraisonnables ou injustifiées » imposées aux assurés par des compagnies privées. Au cours de la décennie écoulée, celles-ci ont augmenté cinq fois plus que le coût de la vie.
- le 25 • **GRÈCE – Plan d'aide** : les seize pays de la zone euro se sont accordés sur les bases du plan d'aide à la Grèce en trouvant des compromis sur plusieurs points. Le rôle du FMI était l'aspect le plus difficile à régler. L'accord prévoit un cadre européen de prêts « qui seront complétés par des crédits du FMI », sachant que « les prêts européens doivent être majoritaires », a-t-on indiqué de source française.
- le 31 • **IRLANDE – Finances** : le pays veut « remettre d'aplomb » ses établissements financiers en les débarrassant de plus de 81 milliards d'euros d'actifs toxiques. Un plan qui prévoit la nationalisation de plusieurs d'entre eux. Le pays est l'un des plus touchés par la crise. En 2009, l'activité économique a encaissé une chute de 7,1 % et le pays n'est toujours pas sorti de la récession. Tout comme la Grèce, le Portugal ou l'Espagne, l'Irlande traverse des problèmes de dettes qui l'ont déjà poussé à un programme de restriction budgétaire en décembre dernier. À 11,7 % du PIB, le déficit budgétaire est actuellement le plus important après celui de la Grèce qui s'élève à 12,7 %.

Avril

- le 01 • **FRANCE – Matières premières** : le gaz naturel augmente en moyenne de 4 euros par MWh, soit +9,7 %. Il s'agit de la première augmentation des tarifs de vente depuis août 2008. Il y a un an, les tarifs avaient reculé de 11,3 %. Ce mouvement répercutait la baisse des coûts d'approvisionnement due à la baisse du prix des produits pétroliers et la hausse des coûts d'infrastructure et des coûts commerciaux qui n'avaient pas été réévalués depuis 2004.
- le 13 • **ZONE EURO, ÉTATS-UNIS – Marchés financiers** : les indicateurs publiés en ce mois d'avril envoient des messages contradictoires aux marchés. En France, le CAC 40, qui avait dépassé les 4 000 points est vite redescendu sous cette barre symbolique, inquiet de la solvabilité de la Grèce et de la stabilité de l'euro corrélative, mais aussi du risque de contagion aux « PIS » (Portugal, Irlande et Espagne).
En revanche, l'économie américaine semble repartir si l'on en croit les chiffres de l'emploi avec 1,1 million d'emplois créés au premier trimestre, soit les meilleurs chiffres depuis 2005. Le marché du commerce de détail et celui de l'immobilier semblent eux aussi mieux se porter. Le Dow Jones a repassé cette semaine, la barre de 11 000 points.
- le 15 • **MONDE – Transports aériens** : le volcan islandais Eyjafjöll est entré en éruption, entraînant de fortes perturbations dans le trafic aérien, en particulier en Europe. Le nuage de poussière volcanique formé à la suite de l'éruption a cloué de nombreux avions au sol pendant plusieurs jours, bloquant un grand nombre de passagers dans les aéroports un peu partout dans le monde.

Mai

- le 04 • **ÉTATS-UNIS – Marchés financiers** : encore une semaine dépressive pour les marchés, et dans un bel unisson avec une clôture de Wall Street épineuse suite à une erreur, encore mal identifiée, d'un trader. En ayant confondu millions et milliards, tous les ordres de vente à seuil de déclenchement sont passés comme un seul homme créant un « mini-krach » à New York avec une chute de 998 points, soit à peu près 1 000 milliards de dollars. Au-delà de cette épisode malheureux, et malgré des indicateurs macroéconomiques relativement positifs issus des États-Unis, les marchés financiers traversent une forte zone de turbulence à l'épicentre européen.

le 31 • **MONDE – Tourisme** : selon les derniers chiffres proposés par le Bureau des statistiques de Fidji, coup d'État militaire ou pas, 45 000 visiteurs internationaux se sont rendus dans l'archipel en mai 2010. Résultat : le nombre de visiteurs, entre le premier janvier dernier et le mois de mai, a dépassé la barre des 216 000. Le tourisme est aussi à la hausse partout ailleurs dans le monde avec notamment une croissance de 24 % aux États-Unis, 34 % au Japon, 21 % en Corée du Sud et 3 % en Nouvelle-Zélande.

Juin

le 04 • **JAPON – Élection** : Naoto Kan a été élu nouveau premier ministre du Japon. Quelques heures après avoir été élu président du parti au pouvoir (PLD), le vice-premier ministre a été nommé chef du gouvernement par la chambre basse du pays, en remplacement du démissionnaire Yukio Hatoyama.

le 19 • **CHINE – Monnaie** : la Chine abandonne son régime de change fixe face au dollar US, pour revenir à un régime administré : le yuan fluctuera par rapport à un panier de monnaies de référence.

le 28 • **MONDE – Matières premières** : la crise de la dette, la défiance vis-à-vis de l'euro et du dollar poussent les investisseurs financiers à se replier sur l'or, éternelle valeur refuge, qui a battu des records : fin juin, le lingot a dépassé 1 265 dollars US. Du jamais vu.

le 30 • **ÉTATS-UNIS – Emploi-Finances** : alors que le taux de chômage persiste à 9,5 % aux États-Unis, le cœur financier de New York se remet à embaucher : 2 000 personnes depuis février. Un chiffre modeste en apparence, au regard des 28 000 emplois perdus à Wall Street depuis son plus haut niveau en 2008, lorsque le secteur employait 189 000 personnes. Les embauches sont donc reparties depuis 5 mois et le rythme ne cesse de s'accroître. Cette embellie reflète la renaissance du New York Stock Exchange, qui a réalisé 61,4 milliards de dollars de profits en 2009, son record historique. Deutsche Bank a embauché 414 personnes à New York depuis le début de l'année ; Credit Suisse a recruté 600 personnes au premier trimestre au niveau mondial, dont la plupart à New York ; Goldman Sachs a créé 600 emplois au premier trimestre au niveau mondial depuis le début de l'année, et JP Morgan 2 000. Au même moment, les copieux bonus réapparaissent. Malgré le passage récent de la réforme financière, Wall Street est revenu au « business as usual ». Richard Stein, président du chasseur de têtes Global Sage, indique qu'une douzaine de golden boys s'est vu offrir des emplois à plus d'un million de dollars annuel.

le 30 • **UNION EUROPÉENNE – Automobiles** : pour le troisième mois consécutif, les ventes automobiles ont reculé en juin dans l'Union européenne, selon les dernières données de l'Association des constructeurs automobiles européens (ACEA). La fin des primes à la casse, plus ou moins progressive selon les pays, et la crise économique ont encore influé sur les ventes automobiles dans l'Union européenne en juin. Elles ont reculé de 6,9 % par rapport au même mois en 2009 (soit 1 342 000 immatriculations de véhicules).

Juillet

le 13 • **FRANCE – Tourisme de luxe** : le voyage de luxe bénéficie d'une « réelle reprise » en 2010 : tours du monde en classe affaires, privatisations de yachts en Méditerranée ou hôtels de luxe dans des réserves africaines... Les agences de voyage spécialisées dans le luxe voient le nombre de leurs dossiers réaugmenter en 2010 ; « le dossier à 10 000 euros revient alors qu'il avait beaucoup chuté l'an dernier » contrairement aux très gros budgets « qui eux ont toujours été là » (plus d'un tiers du chiffre d'affaires provient de dossiers à plus de 30 000 euros).

le 15 • **CHINE – Sidérurgie** : sous la pression du gouvernement la fusion entre quatre aciéristes vient de se produire : le nouveau groupe occupe la 6^{ème} place dans le classement chinois des groupes de ce secteur appelé à connaître une rationalisation croissante, avec une production annuelle avoisinant les 21 millions de tonnes (en 2009). Une telle fusion bouleverse le classement mondial des groupes sidérurgistes : le nouveau géant chinois occupe le 11^{ème} rang des plus importants producteurs du secteur, la 10^{ème} place revenant à l'indien Tata.

le 20 • **MONDE – Matières premières** : un hedge-fund londonien a acheté 241 000 tonnes de cacao (pour 900 millions de dollars), l'équivalent de l'approvisionnement annuel de l'Europe. L'objectif étant de faire monter les cours ; Anthony Ward, co-fondateur du groupe Armajaro, n'en est pas à son coup d'essai. Au mois d'août 2002, il a acheté 203 320 tonnes de cacao, ce qui a eu pour effet de faire passer le cours de 1 400 à 1 600 livres la tonne. Il a gagné près de 40 millions de livres dans les deux mois qui ont suivi.

le 21 • **CHINE – Salaires des ouvriers** : la Chine est touchée par une vague de grèves depuis le mois de mai ; des centaines d'ouvriers de différentes usines ont cessé le travail. La grande majorité des ouvriers réclame la suppression du système du « hukou », ce permis de résidence qui prive des millions de « migrants » de l'accès aux avantages sociaux offerts aux citoyens. Une intégration d'autant plus indispensable que seul 1 % d'entre eux envisage de retourner dans leurs campagnes d'origine. Un renversement par rapport à la génération précédente.

Août

le 01 • **FRANCE – Épargne** : le taux de rémunération du Livret A passe de 1,25 % à 1,75 %. Au mois de juin, le ministre du Budget François Baroin avait annoncé le relèvement du taux du livret A, « pour suivre le coût de la vie ». Un taux qui stagnait depuis août 2009 à 1,25 %, son plus bas niveau depuis la création du livret A en 1988. À la fin 2009, la France comptait près de 60 millions de détenteurs de livrets A. Un encours total de plus de 180 milliards d'euros.

le 02 • **RÉUNION – Tourisme** : désormais classée au patrimoine mondial de l'UNESCO pour ses sites naturels (« Pitons, cirques et remparts de l'île de la Réunion »), la Réunion espère un boom du tourisme. Elle espère atteindre 600 000 touristes d'ici à 2015 contre 421 900 en 2009.

le 04 • **NOUVELLE-ZÉLANDE – Séisme** : un puissant séisme (magnitude 7) a frappé Christchurch, sans faire de victime, mais a endommagé des milliers d'habitations et de nombreuses infrastructures.

le 20 • **CHINE – Salaires des ouvriers** : la province du Quinghai, dans le Nord-Ouest du pays, a annoncé qu'elle relèverait de 28,8 % son salaire minimal mensuel en le portant à 770 yuans (85 dollars). C'est la vingt-septième autorité régionale à franchir le pas depuis les grèves déclenchées au printemps dans les usines des grandes entreprises comme Honda ou Foxconn. La reprise économique rapide avec un taux de croissance de plus de 10 %, alliée à la pression sociale dans les usines, a convaincu les autorités, évitant un dérapage social.

Septembre

le 01 • **CHINE – PIB** : selon les premières estimations, le PIB chinois vient de dépasser celui du Japon, au cours du second trimestre 2010. Mais avant d'être concurrentes, les deux superpuissances économiques asiatiques tirent profit l'une de l'autre. Et leur coopération est devenue un axe clé de la croissance mondiale. Le ministère du Commerce à Pékin a estimé que les entreprises étrangères avaient injecté 46 milliards d'euros dans l'économie chinoise pendant les sept premiers mois de l'année en cours (+20,7 % par rapport à la même période en 2009).

le 06 • **CHINE – Investissements Directs à l'Étranger** : la Chine a bondi au rang de cinquième investisseur mondial. Une progression spectaculaire, puisqu'elle n'occupait que la 12^{ème} place en 2008, et qui la positionne de surcroît en tête des pays émergents. En 2009, les investissements d'entreprises chinoises à l'étranger ont ainsi représenté 56,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 1,1 % par rapport à 2008, tandis que le chiffre global des investissements étrangers dans le monde est en recul d'environ 40 %.

le 08 • **JAPON – Plan de relance** : annoncé fin août, le plan de soutien du gouvernement japonais de 915 milliards de yens (8,5 milliards d'euros) a été adopté en Conseil de Ministres. Destiné à créer 200 000 emplois, à aider plus particulièrement les jeunes diplômés et à soutenir les petites et moyennes entreprises, il vise tout à la fois à contrer les effets négatifs de la déflation, à enrayer la hausse du yen et à relancer la consommation. Il sera financé via un fonds de réserves provisionné sur l'année budgétaire 2010-2011, a précisé le premier ministre, Naoto Kan.

le 22 • **ZONE EURO – Monnaie** : la devise européenne s'établit à 1,34 dollar. Sa valeur a progressé de 2,8 % en une semaine, et de 12 % depuis le 7 juin (dernier point bas à 1,19 dollar). La Zone Euro rassure davantage les investisseurs (que les États-Unis) du fait de la coopération accrue entre les États membres, et de la création du Fonds Monétaire Européen dont la capacité d'intervention (450 milliards d'euros) couvre largement les besoins d'emprunt du Portugal, de l'Irlande, de la Grèce et de l'Espagne jusqu'en 2013. La bonne résistance des banques européennes et leur effort de transparence jouent aussi en faveur de la monnaie unique.

Octobre

le 08 • **JAPON – Plan de soutien** : le gouvernement japonais approuve un plan de relance de 44 milliards d'euros pour l'économie nipponne, menacée par la déflation et le ralentissement de la croissance mondiale. Les mesures à financer porteront sur cinq aspects jugés prioritaires : l'emploi, la croissance économique, l'aide sociale, l'économie régionale et la révision des réglementations perçues comme handicapantes. Parallèlement, la Banque du Japon vient de ramener ses taux d'intérêt à zéro en réaction à l'impact de plus en plus visible de la vigueur du yen sur l'économie.

le 12 • **CHINE – Énergie** : selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la Chine a supplanté les États-Unis pour devenir le premier consommateur mondial d'énergie. « Probablement la moitié de l'augmentation de la demande de pétrole provient de Chine. Personne ne sait quand cela va ralentir ».

le 20 • **CHINE – Taux d'intérêt** : la Banque centrale chinoise augmente de 0,25 point ses taux d'intérêts sur les prêts et les dépôts à terme d'un an (l'équivalent des taux directeurs des banques centrales occidentales). Le taux d'intérêt sur les dépôts à terme d'un an passe de 2,25 % à 2,50 %, et celui sur les prêts à terme d'un an de 5,31 % à 5,56 %.

le 25 • **ASIE-PACIFIQUE – Marchés financiers** : la Bourse de Singapour (SGX) a lancé une offre de 8,2 milliards de dollars américains pour absorber la Bourse de Sydney (ASX). En cas de fusion, les deux centres devraient conserver leurs identités respectives, l'objectif étant de coupler le poids de la Bourse de Sydney dans le secteur des matières premières à celui de Singapour, plus international et plus connecté au dynamisme de l'économie chinoise. Selon la presse australienne, un tel rapprochement donnerait naissance à la cinquième place boursière mondiale, concurrençant les Bourses de Hong Kong et de Shanghai, et créerait un marché d'environ 1 900 milliards de dollars américains (1 146 milliards d'euros).

Novembre

le 01 • **BANGLADESH - Salaires ouvriers** : les prix de l'habillement vont augmenter, répercutant la hausse des coûts de production. Dans le nord de la capitale du Bangladesh, Dacca, des centaines d'ouvriers du textile ont violemment manifesté, revendiquant la hausse de 80 % du salaire minimum, théoriquement déjà entrée en vigueur. L'habillement emploie 3,5 millions de personnes au Bangladesh et représente 80 % des exportations du pays, quatrième fournisseur de la France pour ce type de produit.

le 03 • **ÉTATS UNIS – Monnaie** : la Banque centrale américaine injectera jusqu'à la fin du mois de juin de l'année prochaine 600 milliards de dollars, à un rythme de 75 milliards d'obligations d'État par mois. Le but de cette injection massive de liquidités dans le circuit économique est de soutenir les prix (éviter la déflation), favoriser l'investissement grâce à des taux d'intérêt bas, et donc de soutenir la reprise de l'emploi. Cet assouplissement (monétaire) quantitatif est aussi censé favoriser la baisse du dollar, et par là même la hausse des recettes à l'export.

le 04 • **FRANCE – Nacre de Tahiti** : Dior a choisi la nacre de Tahiti pour le cadran de son tout dernier modèle de montre : D de Dior. Ce produit de luxe se distingue par son cadran de nacre de Tahiti et son index sertis de diamants. En octobre, la célèbre maison avait lancé un modèle de téléphone mobile en nacre noire de Tahiti. La nacre de Tahiti se met au service du luxe et du prestige.

le 29 • **MONDE – Matières premières** : au cours de la semaine du 29 novembre, les cours du pétrole, or, cuivre et céréales ont fortement augmenté. Bonnes nouvelles macroéconomiques et mauvaises conditions météorologiques expliquent cette ambiance fiévreuse. Le pétrole est proche des 90 dollars, le palladium est au plus haut depuis neuf ans, les cours des métaux de base (cuivre, aluminium, zinc, plomb) ont retrouvé le chemin de la hausse, portés par des perspectives d'une augmentation de la demande mondiale et la faiblesse du billet vert.

Décembre

le 06 • **AUSTRALIE – Matières Premières** : l'Australie est victime du phénomène climatique La Niña qui a déjà fait 200 000 sinistrés et isolé vingt-deux villes au milieu d'un océan de boue et d'eau brune. Trois États sont touchés par les pluies mettant en péril les productions de charbon, de sucre, de coton et de blé, dont l'Australie est l'un des premiers exportateurs (respectivement 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème}). Le cours de ces produits a déjà fortement augmenté.

le 24 • **CHINE – Politique monétaire** : la Banque populaire de Chine (PBOC), banque centrale chinoise, augmente à nouveau ses taux d'intérêt. Ils passent respectivement à 2,75 % et 5,81 %, soit 0,25 point de plus que leur précédent niveau. Le gouvernement recourt au taux d'intérêt pour enrayer plus efficacement l'inflation. En novembre, l'indice des prix à la consommation a progressé de 5,1 %, une ampleur jamais vue en presque deux ans et demi.

le 28 • **CHINE – Terres rares** : la Chine, qui produit environ 97 % des terres rares utilisées dans le monde, a réduit ses quotas d'exportations de 11 % pour 2011. Cela, malgré la menace des États-Unis de porter plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce. Cela concerne 17 métaux aux propriétés électromagnétiques très recherchées dans les technologies de pointe : voitures hybrides et électriques, énergies renouvelables, électronique, éclairage et armement.

le 31 • **CHINE – IDE** : le volume des investissements directs étrangers (IDE) en Chine a augmenté de 17,4 % en 2010. Au cours du seul mois de décembre, la Chine a attiré 14,03 milliards de dollars d'IDE, en hausse de 15,6 % par rapport à 2009, faisant de ce mois le 17^{ème} mois consécutif de la croissance des IDE depuis août 2009. Cette croissance rapide pourrait être attribuée au fort développement du secteur tertiaire.

le 31 • **FIDJI – Tourisme** : avec 619 780 visiteurs étrangers accueillis en 2010 contre 542 186 en 2009 (+14 %), Fidji a dépassé l'objectif de 600 000 fixé par les autorités locales. D'ici 2016, l'archipel espère attirer 1 million de personnes. Pour l'année 2011, Fidji escompte tirer parti de la coupe du monde de rugby qui doit se dérouler chez son voisin néo-zélandais.